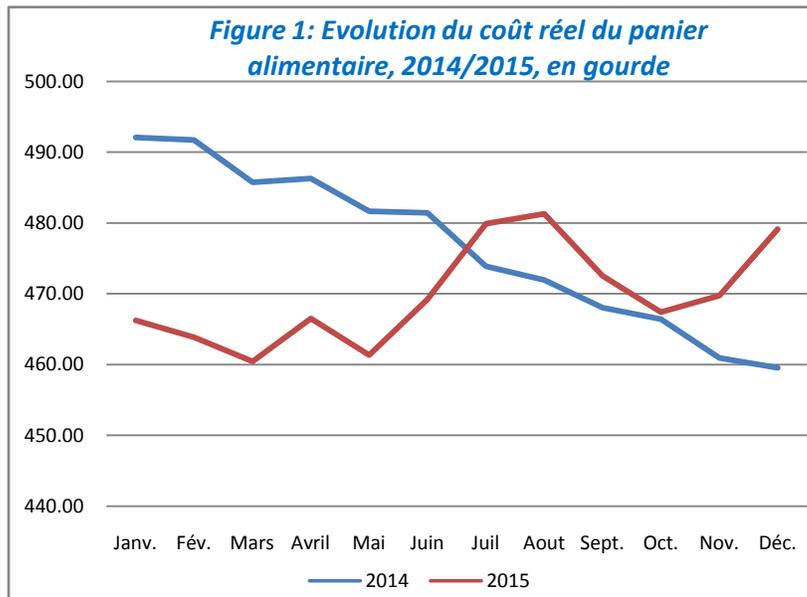


Ordinairement, au seuil d'une nouvelle année, il s'avère nécessaire de dresser le bilan de l'année révolue (2015) et de faire des prospections pour celle qui s'en vient. Ce présent bulletin s'inscrit dans cette perspective. Contrairement à 2014 où l'accès aux aliments s'est grandement amélioré, en raison d'une baisse significative des prix, cette année les choses se sont révélées très compliquées, avec la chute significative de la production agricole, la dépréciation effrénée de la monnaie nationale par rapport au dollar américain¹ et l'acuité de la crise sociopolitique. Sur les différents marchés, les prix des produits alimentaires importés et locaux renchérissent. Le coût nominal du panier alimentaire de base a progressé de plus de 7% en moyenne par rapport à 2014. L'accès aux biens alimentaires et aux autres services de base, pour la grande majorité, s'est significativement donc détérioré. Pourtant les prix alimentaires et des matières premières continuent à chuter sur le marché international.

Le tableau semble encore plus sombre avec la faible croissance économique enregistrée au cours de l'exercice 2014/2015 (1.7%), soit 1.1 point de moins par rapport à l'exercice antérieur (2.8%), couplée avec une baisse de plus de 3% de la production agricole (4% pour les céréales selon la FAO). A ce rythme, la lutte pour l'amélioration des conditions de vie, notamment pour la sécurité alimentaire est loin d'être gagnée. En fait, en modélisant les différents paramètres structurels et conjoncturels actuels, on est amené à l'évidence qu'au moins une croissance du revenu per capita de 5 pourcent par an entrainerait une réduction de la proportion de personnes en insécurité alimentaire de 10% d'ici à 2020. Or cela nécessiterait une croissance annuelle de plus de 7%; et ceci dans un climat sociopolitique serein propice au progrès économique et social au profit du plus grand nombre.

Evolution des coûts réel et nominal du panier alimentaire²

En 2015, le coût moyen du panier alimentaire a évolué à la hausse, particulièrement à partir du mois de juin, où il a progressé de plus de 2% en moyenne par rapport au premier semestre, soit de 464.6 à plus de 475 gourdes par



personne, en termes réels. Ce coût permet de mesurer le pouvoir d'achat de l'unité monétaire au niveau des ménages. En revanche, le coût nominal reflète la valeur au marché du panier alimentaire considéré par la CNSA dans son analyse de l'accès aux aliments.

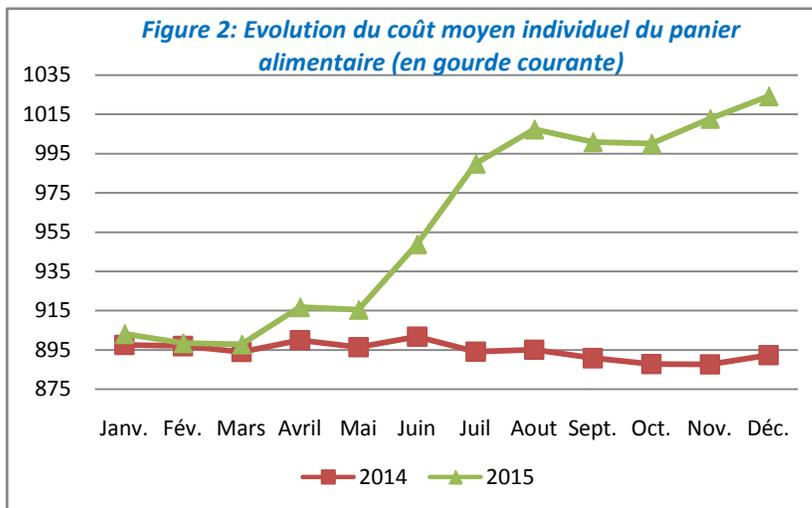
- Evolution du coût nominal du panier

Relativement stable, au cours du premier trimestre (janvier-mars 2015), le prix nominal du panier individuel commence à s'élever dès avril/mai passant de 897 gourdes à près de 916 gourdes en moyenne (figure 2). Il s'est significativement accru à partir du mois de juin, ce jusqu'à septembre et octobre où il s'est quelque peu stabilisé pour reprendre sa

tendance à la hausse en novembre et décembre, respectivement de 1013 et 1024 gourdes en moyenne (5065 et 5120 gourdes pour une famille de taille moyenne).

¹ La gourde se déprécie aussi par rapport au peso dominicain. Vu l'ampleur des échanges commerciaux entre les deux pays, notamment alimentaires, il faut aussi accorder une importance particulière à cette devise. Ce qui sera pris en compte au prochain numéro du bulletin de panier alimentaire.

² Coût réel: Rapport du coût nominal du panier (valeur au prix courant du marché) à l'indice des prix à la consommation (IPC).



Sur une base annuelle, le coût nominal du panier alimentaire a augmenté de plus de 7%, entre 2014 et 2015. D'une moyenne de 895 gourdes (4475 pour une famille de 5 personnes) en 2014, le panier alimentaire s'est échangé contre 960 gourdes (4800 gourdes pour une famille de 5 personnes) en 2015.

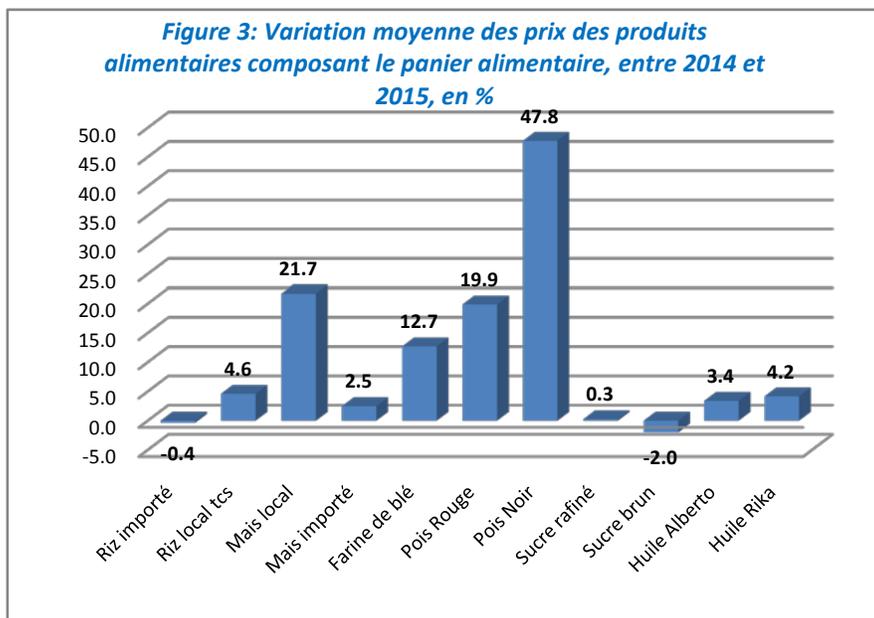
Il est à rappeler que ce coût reflète généralement la tendance des prix des produits alimentaires qui composent le panier, à savoir les céréales (le riz, le maïs, le sorgho, la farine de blé) contribuant pour plus de 66% à la composition du panier, le haricot, le sucre et l'huile comestible.

-Tendance des prix des produits alimentaires sur le marché

En fait, un surchauffe a été observé sur le marché des produits alimentaires en 2015. Surchauffe qui concerne particulièrement les produits les plus prisés dans la consommation alimentaire de base des ménages haïtiens: le haricot noir, le haricot rouge, le maïs et la farine de blé.

Sur une base mensuelle, en effet, les prix des céréales importées et locales ont tous augmenté (voire figures à la page 6). Le riz local TCS-10 a maintenu son habituelle tendance à la hausse tout au cours de l'année écoulée. Le prix du riz importé, toutes variétés confondues, après une chute en septembre, a augmenté d'octobre à décembre. Le constat est similaire pour le maïs importé et le maïs local, la farine de blé, l'huile pour la cuisson et le sucre. Les haricots sont les denrées dont les prix ont le plus varié. En hausse depuis janvier, leurs prix ont franchi la barre de 60 gourdes en moyenne la livre (300 gourdes la marmite de 6 livres) depuis juillet jusqu'au mois de décembre dernier.

Par ailleurs, une comparaison annuelle montre une situation plus difficile, entre 2014 et 2015, quant à l'accès aux aliments de base (figure 3). Au niveau des produits locaux, le haricot noir a affiché des variations positives de prix allant jusqu'à près de 48% en moyenne. Celui du maïs a, pour sa part, enregistré une croissance approximative de 22%, suivie du prix du haricot rouge (20%); tandis que le riz TCS a enregistré une augmentation faible de moins de 5%.



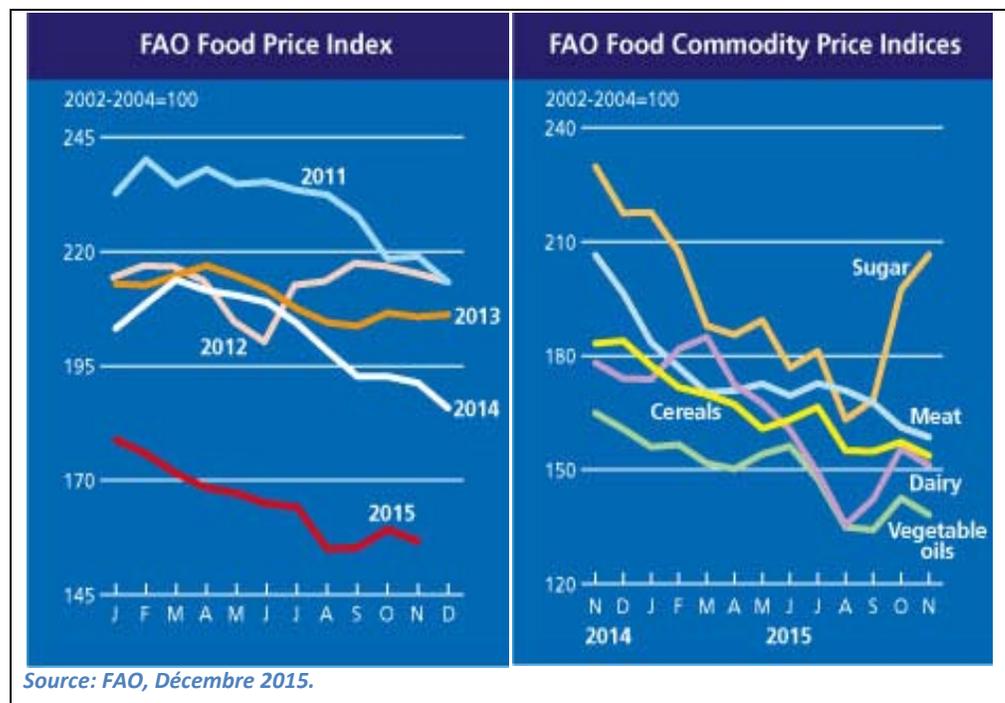
Quant aux produits alimentaires importés, la farine de blé est le seul produit à afficher la plus forte hausse de prix (environ 13%) par rapport à 2014. Les autres produits accusent des hausses légères ne dépassant même 4.3% tandis que le prix du riz et du sucre a faiblement diminué par rapport à la

même période. Malgré tout, ces prix demeurent très élevés comparativement à leur niveau sur le marché international.

La hausse des prix des produit locaux et le niveau élevé de ceux des produits importés contrastent vivement avec la baisse observée sur les marchés mondiaux de produits alimentaires. D'ordinaire, en Haïti, les prix alimentaires sont influencés par des facteurs conjoncturels externes et internes. Sur le plan externe, les conditions sont très favorables à plusieurs égards. En premier lieu, en raison de l'offre abondante de la plupart des produits (à l'exception du sucre) sur les marchés mondiaux, tous les prix se sont affichés à la baisse, l'indice de prix alimentaire de la FAO étant en chute libre (**voir encadré ci-dessous**).

En second lieu, le prix du pétrole brut est à son niveau le plus bas, ce qui influence négativement les prix du pétrole raffiné sur les différents marchés. Or, généralement le prix de ce produit influe largement sur les prix alimentaires via le coût du transport. Dans notre cas, cette diminution observée au niveau du marché international devrait presser à la baisse les prix à la pompe sur le marché local. Malgré que les prix pratiqués sur le marché ne reflètent pas la tendance observée au niveau international, il convient de souligner que leur stabilité depuis plusieurs mois limite quelque peu la flambée des prix des produits alimentaires sur les différents marchés locaux.

Cela dit que les causes de l'envolée des prix alimentaires en Haïti semblent beaucoup plus résulter de la



Source: FAO, Décembre 2015.

dynamique interne, marquée par au moins trois facteurs: la baisse de la production agricole, le dégringolade de la gourde par rapport au dollar, voir même par rapport au peso dominicain, et la complexité de la crise postélectorale.

-Situation de la production agricole

Le secteur agricole, cette année, a enregistré de plus grandes pertes qu'en 2014 et 2013. La plupart des zones agro écologiques, aux prises à une longue période de sécheresse, ont du faire face à d'énormes déficits hydriques, entraînant des pertes considérables de récoltes.

La situation a été surtout catastrophique pour des régions comme le Sud-est, le Sud (Plaine des Cayes notamment), le Nord-est (en raison du faible débit des cours d'eau), les Nippes, le Centre, avec des conséquences néfastes sur la disponibilité alimentaire, entraînant ainsi la hausse des prix de la plupart des denrées locales.

La production du maïs, en particulier, l'une des principales cultures des différentes campagnes agricoles nationales, a, selon la FAO³, encaissé une baisse de près de 16% par rapport à 2014, le volume produit étant

3

passé de 160 mille tonnes en 2014 à 135 milles (figure 4). Le riz, pour sa part, a connu une contraction relativement similaire, son niveau de production étant tombé à 105 mille tonnes contre 125 l'année précédant 2015. La récolte de maïs notamment a diminué de plus de la moitié par rapport à son niveau moyen de 2010/2014. En fait, seul le sorgho a pu se récupérer par rapport à 2014 (37.8% d'augmentation), et atteindre même le niveau de production des années 2010/2014 (113 mille tonnes). Ceci peut s'expliquer, entre autres, par le fait que cette culture est beaucoup plus résistante à la sécheresse qui sévit depuis quelques années et qui s'est

accentuée en 2015, sous l'effet de la présence du phénomène "el niño".

Devant la baisse de la production de céréales locales, le riz et le maïs, on assiste à un rebondissement de leurs importations en 2015, importations qui se sont chiffrées, selon la même source citée plus haut, à plus de 600 mille tonnes. Et, tenant compte du déficit de l'offre alimentaire nationale, un accroissement de plus de 12% des importations de ces denrées est anticipé pour la nouvelle année, soit près de 700 mille tonnes de produits céréaliers.

- La dépréciation de la gourde

La lutte pour la stabilité du taux de change a été un vrai défi cette année. Maintes interventions ont été effectuées sur le marché des changes par la Banque centrale pour contenir la dépréciation de la gourde face au dollar. Mais la ruée des agents économiques

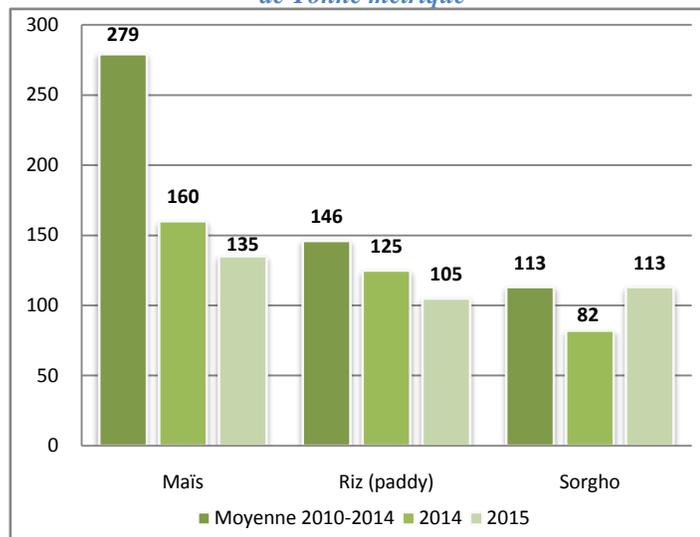
vers le billet vert, dans le contexte de crise aigüe qui secoue le pays, ainsi que devant la hausse des importations alimentaires, n'ont fait qu'accroître la pression et, par ricochet, aggraver la dépréciation de la monnaie haïtienne. Et jusqu'au mois de décembre, le billet vert s'échange contre environ 60 gourdes sur certains marchés, notamment sur les marchés où les prix des biens et services sont libellés en dollar. Cela ne fait que renforcer le niveau de l'inflation générale en 2015 et, plus spécifiquement, celle des produits alimentaires basiques.

-Le climat sociopolitique

Comme indiqué au bulletin de perspective octobre-mars, des événements divers n'ont pas manqué d'influencer le fonctionnement des marchés, notamment à Port-au-Prince. L'année 2015 regorge de tels événements, lesquels se sont accentués suite aux résultats des élections d'octobre. Et ceci a ralenti les activités commerciales entre les autres régions du pays et la capitale, entravant ainsi la circulation des biens et des personnes. Les produits périssables comme les fruits et les légumes accusent des niveaux de pertes plus élevés, ce qui fait en augmenter les coûts.

Dans ces conditions, "les plus pauvres qui dépendent de la main-d'œuvre journalière ou des activités de petit commerce dans les quartiers affectés pourraient être sujets à une réduction de leurs revenus. Les manifestations atteignent leur apogée la semaine qui précède ou qui suit la tenue des élections et de la proclamation des résultats, empêchant ainsi aux pauvres de vaquer à leurs occupations."

Figure 4: Evolution de la production de céréales en Haïti, millier de Tonne métrique



Source: FAO, 30 décembre 2015

Perspective des prix alimentaires et de sécurité alimentaire pour 2016

En ce début d'année, on se demande avec raison si la situation de l'accès économique aux aliments, va s'atténuer ou se détériorer au cours des six prochains mois. En fait, si l'on s'en tient aux données, les conditions pour une amélioration ne sont pas tout à fait réunies. Et maintes raisons semblent l'expliquer.

- Les prix des produits alimentaires de base (locaux) vont probablement se maintenir à la hausse, ceci jusqu'aux prochaines récoltes. Si la récolte de printemps 2016 ne réussit pas, on doit s'attendre à une augmentation continue des prix.
- Les prix des produits importés resteront à un niveau élevé, en raison bien sûr de la hausse du dollar par rapport à la gourde. A moins que cette dernière ne s'apprécie quelque peu, dans une perspective de reprise économique et de stabilité sociopolitique. Ce qui prendrait quand même du temps pour influencer les prix des produits alimentaires à la baisse. A cet égard, une amélioration de l'accès aux aliments de base n'est pas pour demain. Or l'accès aux aliments est l'une des conditions fondamentales de la sécurité alimentaire dans le contexte propre à Haïti.
- Pour cette nouvelle année, du moins pour le premier semestre 2016, une forte augmentation de l'insécurité alimentaire, donc du nombre de personnes qui en seront touchées, est bien plausible. En effet, en absence d'un plan de réponse bien articulé et ciblé, le nombre de personnes en situation de crise et de stress pourrait atteindre 1.5 millions au mois de juin 2016.
- La conjoncture sociopolitique sera encore marquée par des turbulences découlant des élections. Ces troubles ont contribué à plomber davantage les prix des produits alimentaires en 2015 en freinant la circulation des personnes et des biens. De plus, l'installation éventuelle d'un nouveau chef d'état sera suivie par une période de consultations politiques et d'observation en vue de former un éventuel gouvernement. Les bailleurs de fonds internationaux, ainsi que les investisseurs locaux et autres, resteront dans l'attente des signaux clairs émanant des nouveaux chef d'état et de gouvernement afin de mieux orienter et optimiser leurs interventions.
- Le contexte économique international continuera à être favorable aux consommateurs (solvables), marqué par la baisse significative du prix du carburant et ceux des produits alimentaires de base, en raison de l'accroissement de la production et des stocks. Ainsi, au niveau mondial, les prix des céréales, en particulier le riz, demeureront relativement stables et tendront même à la baisse.

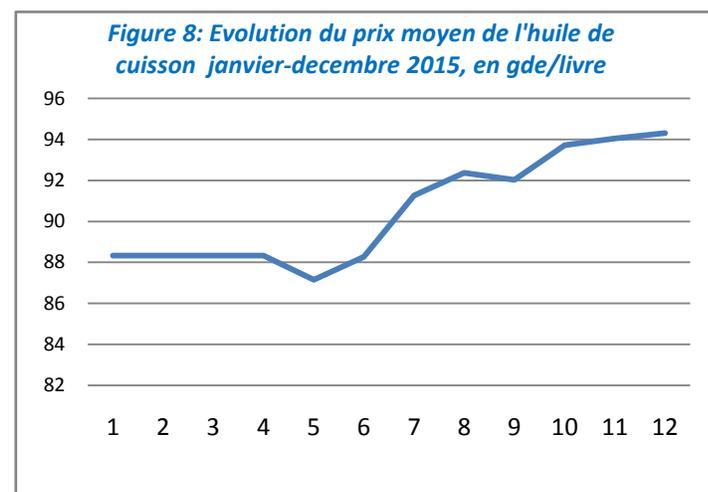
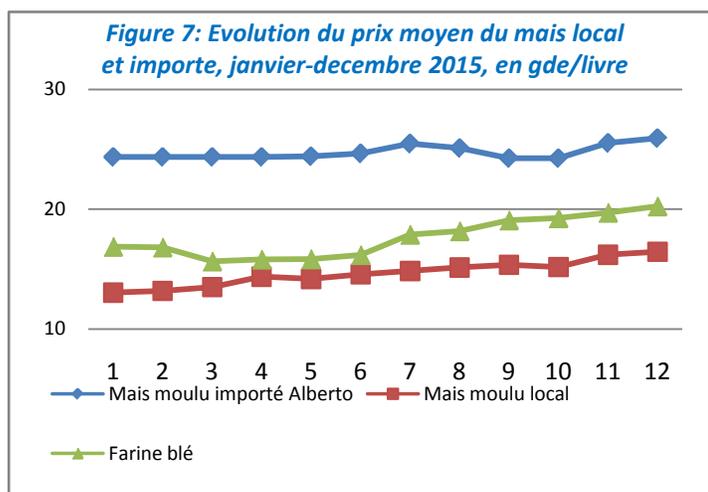
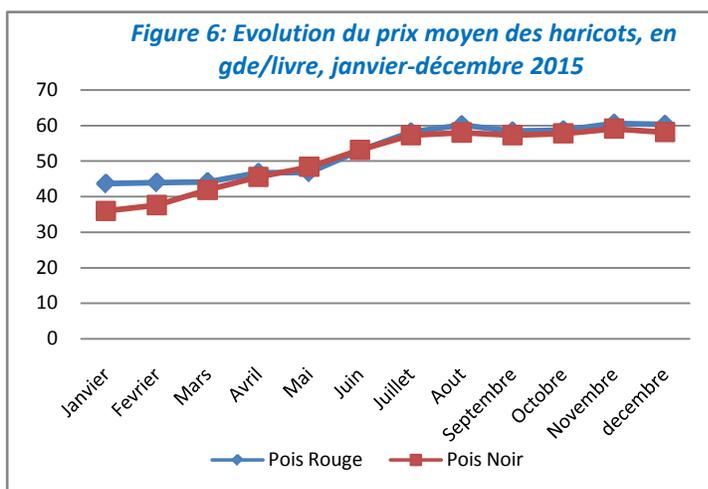
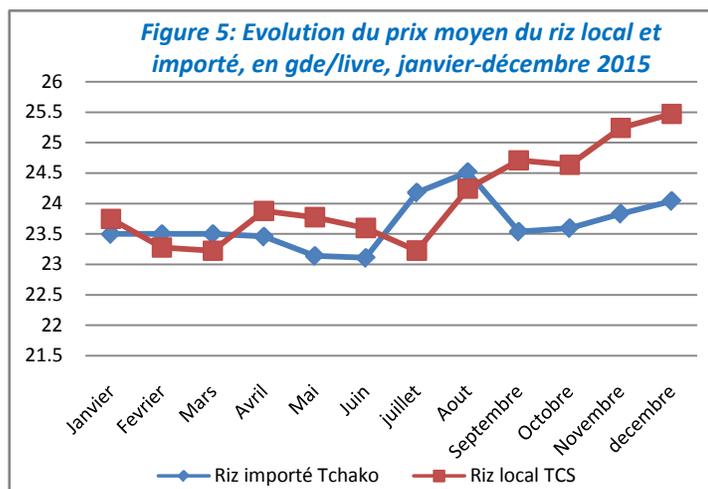
Il est important de rappeler que, bien que nécessaires, les mesures de stabilisation des prix et du change ne sauraient suffire à améliorer l'accès aux aliments. Car, on l'a vu en 2014, malgré l'amélioration, consécutivement à la baisse importante de prix des produits alimentaires de base, la majorité de la population ne l'a pas effectivement ressentie. Et nous avons indiqué que "la faiblesse ou l'absence de revenu justifierait une telle perception".

Ceci dit que l'on "pourrait beau stabiliser les prix ou accroître la production agricole, etc., mais si les individus n'ont pas de pouvoir d'achat ou que ceci soit faible, ils ne pourront pas accéder au marché". D'ailleurs, malgré la contraction de la production agricole locale, tous les marchés sont bien approvisionnés en biens alimentaires. Donc le problème de la disponibilité ne se pose plus. A ce sujet, nous revenons encore aux propositions faites au début de l'année dernière dans la perspective d'une réduction de l'incidence de l'insécurité alimentaire de manière durable. L'accent est encore mis sur le revenu, compte tenu du fait que l'insécurité alimentaire, en Haïti,

est très liée au manque ou à l'absence de revenu, sans négliger l'apport des intrants et de la technologie en vue d'accroître la production agricole.

Selon le modèle de projection de la sécurité alimentaire de la CNSA, pour améliorer la disponibilité des produits de base, notamment les céréales, il faudrait accroître le rendement des cultures comme le riz, le maïs et le sorgho en agissant sur les facteurs comme les intrants agricoles et surtout la technologie de production. En même temps, il faut faire la promotion de la consommation des racines et tubercules pour réduire la dépendance des importations alimentaires de céréales, de plus en plus prépondérantes dans la consommation haïtienne.

D'autre part, pour garantir l'accès aux aliments, il faut aussi prendre des mesures en vue d'accroître le revenu ou le pouvoir d'achat des individus. De telles mesures pourraient comprendre, entre autres, la stabilité de la conjoncture macroéconomique via les instruments de politiques monétaire et fiscale. En fait, d'après notre modèle, une croissance du revenu per capita de 5 pourcent par an entrainerait une réduction de la proportion de personnes en insécurité alimentaire de 10% d'ici à 2020. Or cela nécessiterait une croissance annuelle de plus de 7%, ceci dans un climat sociopolitique serein propice au progrès économique et social au profit du plus grand nombre.



Le panier alimentaire est un nouvel instrument d'analyse dont dispose la CNSA pour avoir une idée de l'accès aux aliments et, de là, dégager la tendance de la sécurité alimentaire dans le temps et l'espace. Cet instrument peut être utile dans le suivi et l'évaluation des politiques et programmes de sécurité alimentaire, dans le ciblage des individus et des zones vulnérables en Haïti. Il servira, en outre, dans l'orientation des politiques publiques, dont l'objectif principal est de réduire la pauvreté et la faim dans le pays.

L'analyse du panier alimentaire est basée sur les informations relatives aux prix, aux revenus, à la diète alimentaire, fournies respectivement par la CNSA, le MARNDR, la Banque mondiale et la FAO.

Construction et évaluation du panier alimentaire

Le panier alimentaire est construit sur la base des hypothèses suivantes:

1. Il est composé de 6 produits: riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale, qui représentent 1979 kilocalories consommées par personne par jour.
 - a. Le panier alimentaire est donc constitué de telle sorte que 100 pourcent de consommation de calories proviennent justement de ces six produits alimentaires, ceci à cause du manque d'information pour d'autres produits, dont en particulier les racines et les tubercules.
 - b. Ce panier alimentaire ne prend pas en compte la part de la production locale dans la consommation; par conséquent il fait l'hypothèse que tous les biens alimentaires soient achetés ouvertement sur les marchés.
 - c. Les données relatives à la consommation de calories proviennent du site FAOSTAT, à l'adresse www.FAOSTAT.FAO.ORG.
2. Il est supposé que ce panier alimentaire moyen soit consommé à travers le pays, tous groupes de revenus confondus. Cependant il est spécifiquement construit sur la base des préférences alimentaires des groupes à faible revenu (décile le plus bas de la population). On fait aussi l'hypothèse de l'invariabilité de la consommation dans le temps.
 - a. Un panier alimentaire par département serait plus approprié. Par exemple celui proposé par ACDIVOCA pour le Sud-est serait plus représentatif que celui de la CNSA.
3. L'approche du panier alimentaire ignore les effets de substitution étant donné qu'il est fixé dans le temps. Par conséquent cette approche capte seulement les effets des changements de prix.
 - a. Le coût total du panier alimentaire est calculé comme suit:

$$\text{Coût}_t = (\text{Prix}_{\text{duRiz}} \times \text{QuantitéConsommée}_t) + \dots + (\text{Prix}_{\text{duMaïs}} \times \text{QuantitéConsommée}_t)$$

4. La finalité de cette approche est de mesurer l'accès aux aliments, tenant compte du poids du coût du panier alimentaire dans le revenu des ménages.
 - a. Ce revenu est calculé sur la base de la parité du pouvoir d'achat per capita (PPAP) obtenue de la Banque mondiale.
 - b. Le revenu est alors distribué entre les différents déciles en utilisant les mesures de la distribution de richesse établies par la Banque Mondiale.
 - c. Finalement, un ratio du coût du panier alimentaire au revenu est calculé pour mesurer l'accès; une variation négative du ratio implique une amélioration de l'accès tandis qu'une variation positive en indique une détérioration.

Ce bulletin spécial est réalisé avec l'appui des Organismes suivants:



The views and opinions in this bulletin are those of the authors. They do not represent the views or opinions of the Economic Research Service or those of the U.S. Dept. of Agriculture, USAID, or the U.S. Government.